

CHAPITRE II. — Prime pour travail de nuit

Art. 2. Une prime égale à un supplément horaire de 10 p.c. avec un minimum de 50 F par heure est allouée pour le travail de nuit.

On entend par travail de nuit les heures de travail effectuées entre 22 et 6 heures.

CHAPITRE III. — Primes pour travail en équipes

Art. 3. Une prime égale à un supplément horaire de :

— 10 F est allouée pour le travail effectué en équipe du matin;

— 12 F est allouée pour le travail effectué en équipe de l'après-midi.

Sauf stipulation contraire au règlement de travail, les heures de travail des équipes sont considérées comme étant fixées :

— pour l'équipe du matin : de 6 à 14 heures;

— pour l'équipe de l'après-midi : de 14 à 22 heures.

CHAPITRE IV. — Validité

Art. 4. La présente convention collective de travail remplace celle du 15 mars 1989, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie alimentaire, fixant les primes pour travail en équipes et de nuit des ouvriers et ouvrières occupés dans les entreprises de torréfaction de café et de chicorée, rendue obligatoire par arrêté royal du 21 septembre 1990 (*Moniteur belge* du 25 octobre 1990).

Elle produit ses effets le 1er février 1991 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 1992.

Elle est ensuite prorogée par tacite reconduction pour des périodes consécutives d'un an sauf dénonciation par l'une des parties signifiée au plus tard trois mois avant l'échéance de la convention collective de travail, par lettre recommandée à la poste adressée au président de la Commission paritaire de l'industrie alimentaire.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 14 novembre 1991.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

L. VAN DEN BRANDE

HOOFDSTUK II. — Premie voor nachtarbeid

Art. 2. Een premie gelijk aan een uurtoeslag van 10 pct. met een minimum van 50 F per uur wordt toegekend voor nachtarbeid.

Onder nachtarbeid wordt verstaan de arbeidsuren gewerkt tussen 22 en 6 uur.

HOOFDSTUK III. — Premies voor ploegenarbeid

Art. 3. Een premie gelijk aan een uurtoeslag van :

— 10 F wordt toegekend voor de arbeid geleverd in de morgenploeg;

— 12 F wordt toegekend voor de arbeid geleverd in de namiddagploeg.

Behalve wanneer het anders voorzien wordt in het arbeidsreglement, zijn de arbeidsuren van de ploegen beschouwd als zijnde vastgesteld :

— in de morgenploeg : van 6 tot 14 uur;

— in de namiddagploeg : van 14 tot 22 uur.

HOOFDSTUK IV. — Geldigheid

Art. 4. Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt deze van 15 maart 1989, gesloten in het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid, tot vaststelling van de premies voor ploegen- en nachtarbeid van de werklieden en werksters tewerkgesteld in de koffie- en eichoreibranderijen, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 21 september 1990 (*Belgisch Staatsblad* van 25 oktober 1990).

Zij heeft uitwerking met ingang van 1 februari 1991 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 1992.

Zij wordt nadien stilzwijgend verlengd voor opeenvolgende periodes van één jaar, behoudens opzegging door één van de partijen, uiterlijk drie maanden vóór het verstrijken van de collectieve arbeidsovereenkomst, bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 14 november 1991.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

L. VAN DEN BRANDE

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

F. 91 — 3859

28 NOVEMBRE 1991. — Arrêté royal relatif aux normes de commercialisation pour la viande de volaille

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée par les lois du 11 avril 1983 et du 29 décembre 1990;

Vu la loi du 27 décembre 1938 relative à la création d'un Office national des débouchés agricoles et horticoles, modifiée par l'arrêté royal du 12 septembre 1955 et par la loi du 11 avril 1983;

Vu le Règlement (CEE) n° 1906/90 du Conseil du 26 juin 1990 établissant des normes de commercialisation pour les volailles;

Vu le Règlement (CEE) n° 1538/91 de la Commission du 5 juin 1991 portant modalités d'application du Règlement (CEE) n° 1906/90 du Conseil établissant des normes de commercialisation pour les volailles;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois du 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1990;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire d'adapter sans retard la réglementation relative au commerce de la viande de volaille afin de se conformer aux Règlements (CEE) précités et afin de tenir compte des changements des conditions de marché;

MINISTERIE VAN LANDBOUW

N. 91 — 3859

28 NOVEMBER 1991. — Koninklijk besluit betreffende de handelsnormen voor vlees van pluimvee

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, gewijzigd bij de wetten van 11 april 1983 en 29 december 1990;

Gelet op de wet van 27 december 1938 betreffende de oprichting van een Nationale Dienst voor afzet van land- en tuinbouwproducten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 september 1955 en bij de wet van 11 april 1983;

Gelet op de Verordening (EEG) nr. 1906/90 van de Raad van 26 juni 1990 tot vaststelling van handelsnormen voor vlees van pluimvee;

Gelet op de Verordening (EEG) nr. 1538/91 van de Commissie van 5 juni 1991 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EEG) nr. 1906/90 van de Raad tot vaststelling van handelsnormen voor vlees van pluimvee;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1990;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het noodzakelijk is om onverwijld de reglementering betreffende de handel in vlees van pluimvee aan te passen ten einde zich te schikken naar de genoemde Verordeningen van de Europese Economische Gemeenschap en ten einde rekening te houden met de gewijzigde marktomstandigheden;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires étrangères et de Notre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Cet arrêté est d'application lors de la commercialisation de viande de volaille des espèces mentionnées ci-après :

- coqs et poules;
- canards;
- oies;
- dindons et dindes;
- pintades.

Art. 2. § 1^{er}. L'Office national des débouchés agricoles et horticoles, dénommé ci-après « Office », est chargé du contrôle de normes de commercialisation pour les volailles, lorsque ces normes sont contraignantes et sont prescrites par une réglementation nationale ou communautaire.

§ 2. L'Office est également chargé du contrôle sur l'observation des dispositions concernant les indications facultatives dans l'étiquetage de la volaille commercialisée, notamment, les indications concernant la méthode de réfrigération utilisée et celles concernant le mode d'élevage utilisé.

§ 3. Le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions peut agréer des organismes de contrôle spécialisés qui peuvent être mandatés, selon les dispositions prescrites par lui, de contrôler l'observation des dispositions concernant les indications facultatives sur l'étiquetage concernant le mode d'élevage utilisé. Il organise le contrôle sur ces organismes.

Art. 3. § 1^{er}. Dans l'exercice de sa tâche de contrôle, lui confié par l'article 2, § 2, de cet arrêté, l'Office peut effectuer les inspections, qui lui semblent nécessaires, dans les accouvoirs, les exploitations d'engraissement, les entreprises d'aliments pour le bétail, les abattoirs et les ateliers de découpe.

§ 2. Le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions peut pour la mission de contrôle qui est confiée à l'Office conformément à l'article 2, § 2, de cet arrêté, fixer des rétributions.

Art. 4. Les abattoirs qui désirent apporter sur l'étiquetage des mentions relatives au mode d'élevage sont tenus de se faire enregistrer auprès de l'Office ou auprès d'un organisme de contrôle, reconnu conformément à l'article 2, § 3, de cet arrêté. Ils sont tenus à se soumettre à leurs inspections.

Art. 5. § 1^{er}. Lors de l'importation des pays qui ne font pas partie de la Communauté européenne, le contrôle sur les normes de commercialisation doit être effectué avant le dépôt des documents douaniers auprès de la Douane. Ce contrôle figurera dans un document délivré par l'Office.

§ 2. Les importateurs doivent solliciter le contrôle vingt-quatre heures à l'avance auprès de l'Office. En même temps, ils fournissent tous les renseignements relatifs à l'identification du lot, ainsi que toutes les données nécessaires à l'exécution éventuelle du contrôle.

§ 3. Le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions peut fixer les postes de contrôle où ce contrôle s'effectuera.

Il peut également pour les prestations ordinaires et spéciales qu'il détermine fixer les rétributions à payer par les importateurs à l'Office. Ces rétributions ne peuvent dépasser le coût réel du contrôle. Il peut fixer la rétribution qu'ils doivent payer si le contrôle ne peut avoir lieu par un fait qui leur est imputable.

§ 4. Les dispositions de cet article sont également d'application sur le contrôle lors d'une réimportation des produits exportés.

Art. 6. Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées et punies conformément aux dispositions de la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime.

Art. 7. Sont abrogés :

1. l'arrêté royal du 3 septembre 1963 relatif à l'importation et à l'exportation de volaille abattue, modifié par les arrêtés royaux du 26 mars 1971, 31 octobre 1972, 12 décembre 1979, 11 octobre 1988 et 29 janvier 1990;

2. l'arrêté ministériel du 4 février 1964 relatif à l'importation et à l'exportation de volaille abattue, modifié par l'arrêté ministériel du 16 novembre 1966;

3. l'arrêté ministériel du 12 octobre 1988 fixant les mesures de contrôle à l'exportation de volaille abattue.

12

Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Zaken en van Onze Staatssecretaris voor Landbouw,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing bij het in de handel brengen van vlees van pluimvee van volgende soorten :

- hanen en kippen;
- eenden;
- ganzen;
- kalkoenen;
- parelhoenders.

Art. 2. § 1. De Nationale Dienst voor afzet van land- en tuinbouwproducten, hierna « Dienst » genoemd, is belast met de controle op de handelsnormen voor vlees van pluimvee, wanneer deze handelsnormen dwingend van toepassing zijn en voorgeschreven worden door een nationale of communautaire reglementering.

§ 2. De Dienst is eveneens belast met de controle op de naleving van de bepalingen inzake de facultatieve aanduidingen in de etikettering van het in de handel gebracht vlees van pluimvee, met name, de aanduidingen met betrekking tot de gebruikte koelmethode en de gebruikte houderijsysteem.

§ 3. De Minister die Landbouw onder zijn bevoegdheid heeft kan gespecialiseerde controlebedrijven erkennen die ertoe gemachtigd worden om, volgens de door hem voorgeschreven bepalingen, controle uit te oefenen op de naleving van de bepalingen inzake de facultatieve aanduidingen in de etikettering van het gebruikte houderijsysteem. Hij organiseert de controle over deze bedrijven.

Art. 3. § 1. In de uitoefening van zijn controle-opdracht, hem toegevoegd bij artikel 2, § 2, van dit besluit, kan de Dienst de door hem noodzakelijk geachte controleverrichtingen uitvoeren in broederijen, mestbedrijven, voederbedrijven, slachterijen en uitsnijderijen.

§ 2. De Minister die Landbouw onder zijn bevoegdheid heeft kan voor de controleopdracht die de Dienst toegewezen wordt bij artikel 2, § 2, van dit besluit, vergoedingen vaststellen.

Art. 4. De slachterijen die in de etikettering aanduidingen wensen aan te brengen in verband met het houderijsysteem dienen zich voorafgaandelijk te laten registreren bij de Dienst of bij een controlebedrijf dat erkend is conform art. 2, § 3, van dit besluit. Zij dienen zich aan hun controleverrichtingen te onderwerpen.

Art. 5. § 1. Bij invoer uit landen die niet tot de Europese Gemeenschap behoren dient de controle op de handelsnormen te gebeuren vooraleer de douanedocumenten bij de Douane worden ingediend. Die controle zal blijken uit een certificaat afgeleverd door de Dienst.

§ 2. De invoerders moeten vierentwintig uur vooraf de controle aanvragen bij de Dienst. Terzelfdertijd verstrekken zij alle inlichtingen betreffende de identiteit en de bestemming van de partij alsmede alle gegevens die nodig zijn voor een eventuele uitvoering van de controle.

§ 3. De Minister die Landbouw onder zijn bevoegdheid heeft kan de controleposten bepalen waar deze controle zal geschieden.

Hij kan eveneens voor de gewone en bijzondere prestaties die hij bepaalt de vergoedingen vaststellen die door de invoerders aan de Dienst dienen betaald te worden en die de werkelijke kost van de controle niet mogen overschrijden. Hij kan de vergoeding bepalen die zij dienen te betalen indien de controle niet kan plaatshebben door een feit dat hen kan worden aangerekend.

§ 4. De bepalingen van dit artikel zijn eveneens van toepassing op de controle bij wederinvoer van uitgevoerde producten.

Art. 6. Overtredingen van de bepalingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld en gestraft overeenkomstig de bepalingen van de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten.

Art. 7. Opgeheven worden :

1. het koninklijk besluit van 3 september 1963 betreffende de invoer en de uitvoer van geslacht pluimvee, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 28 maart 1971, 31 oktober 1972, 12 december 1979, 11 oktober 1988 en 29 januari 1990;

2. het ministerieel besluit van 4 februari 1964 betreffende de invoer en de uitvoer van geslacht pluimvee, gewijzigd bij ministerieel besluit van 16 november 1966;

3. het ministerieel besluit van 12 oktober 1988 tot vaststelling der controlemaatregelen bij de uitvoer van beslacht pluimvee.

Art. 8. Notre Ministre des Affaires étrangères et Notre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 28 novembre 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,
M. EYSKENS

Le secrétaire d'Etat à l'Agriculture,
P. DE KEERSMAEKER

Art. 8. Onze Minister van Buitenlandse Zaken en Onze Staatssecretaris voor Landbouw zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 28 november 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,
M. EYSKENS

De Staatssecretaris voor Landbouw,
P. DE KEERSMAEKER

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 91 — 3860

31 JULI 1991. — Besluit van de Vlaamse Executieve houdende de regels volgens welke derden kunnen worden gemachtigd om radioprogramma's te verzorgen

De Vlaamse Executieve,

Gelet op het decreet van 27 maart 1991 houdende het statuut van de Nederlandse Radio- en Televisie-uitzendingen in België, Omroep van de Vlaamse Gemeenschap, inzonderheid op artikel 23, § 13;

Gelet op de wetten van de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op dringend noodzakelijkheid;

Overwegende dat derden zonder onderbreking op de radio uitzendingen moeten kunnen verzorgen;

Op de voordracht van de Gemeenschapsminister van Cultuur,

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. § 1. De Raad van Bestuur van de BRTN doet een gemotiveerde uitspraak over de aanvragen die derden doen om te worden erkend voor het verzorgen van radioprogramma's. De Raad houdt onder meer rekening met de belangrijkheid en de aanspraken van de betrokken derden.

§ 2. Elke beslissing kan na een termijn van twaalf maanden herzien, hetzij op verzoek van de betrokken derde, hetzij op vraag van een lid van de Raad van Bestuur.

Art. 2. De erkende derden dienen radioprogramma's te maken die rechtstreeks zijn afgestemd op het verschaffen van opiniëring vanuit representatieve sociale, economische, culturele, maatschappelijke en levensbeschouwelijke stromingen.

Art. 3. De verenigingen die op het ogenblik van het van kracht worden van dit besluit programma's verzorgen op radio als erkende derden en die voorkomen op de bijlage van dit besluit, blijven gemachtigd die programma's te verzorgen tot 31 december 1991.

Art. 4. De zendtijd tussen 1 september en 31 december 1991 voor de derden als voorzien in artikel 3 is gelijk aan de zendtijd van die derden in 1990, vermenigvuldigd met de factor $\frac{80}{90} \times 0,33$.

Art. 5. De Gemeenschapsminister van Cultuur is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 31 juli 1991.

De Voorzitter van de Vlaamse Executieve,
G. GEENS

De Gemeenschapsminister van Cultuur,
P. DEWAELE

Bijlage bij het besluit van de Vlaamse Executieve houdende de regels volgens welke derden kunnen worden gemachtigd om radioprogramma's te verzorgen

A. Erkend voor het verzorgen van politieke tribunes :
Christelijke Volkspartij;
Socialistische Partij;